

# Les socialistes pourraient arriver en tête des élections parlementaires du 28 avril en Espagne. Mais parviendront-ils à conserver le pouvoir ?

Le 15 février dernier, le président du gouvernement (Premier ministre) espagnol, Pedro Sanchez (Parti socialiste ouvrier, PSOE), a annoncé la tenue d'élections parlementaires anticipées, quinze mois avant la date prévue. Cette décision faisait suite au rejet du budget par le Congrès des députés, chambre basse du Parlement (Cortes generales), deux jours auparavant.

Une majorité de 191 députés ont voté contre la loi de finances 2019 (Parti populaire (PP), Gauche républicaine de Catalogne-Catalogne oui (ERC-CatSí), Convergence et union de Catalogne (CiU), Parti démocrate européen catalan (PDeCAT), Foro Asturia et Coalition canarienne-Parti nationaliste canarien (CC)). 158 élus (issus du Parti socialiste ouvrier (PSOE), d'Unidos Podemos et du Parti nationaliste basque (PNV-EAJ)) se sont prononcés pour le budget. Un député s'est abstenu.

Les prochaines élections parlementaires se dérouleront dans un contexte très tendu puisque le 12 février s'est ouvert devant le Tribunal suprême le procès de douze dirigeants indépendantistes catalans accusés de sédition, rébellion et détournements de fonds pour avoir organisé un référendum sur l'indépendance de la Catalogne le 1er octobre 2017 et avoir déclaré de façon unilatérale l'indépendance de la Catalogne, une mesure anticonstitutionnelle.

Pedro Sanchez avait pourtant réussi à apaiser un peu les tensions avec quelques mesures dont l'abrogation du recours à l'article 155 de la Constitution qui permet la suspension de l'autonomie de la Catalogne, l'augmentation des investissements publics dans la région, les encouragements aux entreprises qui choisissaient de conserver leur siège social en Catalogne (plus de 4 000 ont quitté la région depuis octobre 2017) et le renforcement de la langue catalane dans les médias et les écoles publiques.

La reprise du dialogue entre les institutions espagnoles et catalanes et l'augmentation importante des investissements publics en Catalogne prévue dans le projet de budget n'auront pas suffi à

convaincre les partis catalans (Gauche républicaine de Catalogne-Catalogne oui et le Parti démocratique européen) qui ont exigé, en échange de leurs voix en faveur de la Loi de finances, l'organisation d'un référendum d'autodétermination en Catalogne (chose totalement interdite par la Constitution espagnole) et la clémence du Parquet dans le procès des douze dirigeants indépendantistes. Ces derniers risquent de 7 à 25 ans de prison.

« Pedro Sanchez a cru qu'il serait possible de sortir de l'ornière en jouant sur la veine pragmatique des indépendantistes et en activant le levier d'un meilleur financement de la région » a écrit Enric Juliana, journaliste au quotidien catalan La Vanguardia. Les Catalans ont préféré dire « non » au pouvoir central et au rapprochement avec Madrid. « Le coût d'un virage modéré était trop élevé pour les séparatistes qui ont eu peur d'être accusés de trahison par leur base s'ils soutenaient Pedro Sanchez » a expliqué Antonio Barroso du cabinet Teneo.

« Pedro Sanchez, qui était accusé par la droite depuis des mois de faire des concessions aux séparatistes et de mettre en danger l'unité de l'Espagne, compte

maintenant tirer parti de la situation. Si son gouvernement vient de chuter, c'est précisément parce qu'il n'a pas cédé » analyse Pablo Simon, politologue de l'université Carlos 3 de Madrid. En effet, les socialistes au pouvoir sont parvenus à ne faire aucune concession aux séparatistes comme le craignait la droite et ont réussi à ouvrir un dialogue avec les séparatistes, ce que ces derniers estimaient impensable. « Les partis de droite et les indépendantistes veulent la même chose : une Catalogne vivant dans la confrontation et une Espagne vivant dans la confrontation. Ils ont peur du dialogue » a souligné Pedro Sanchez.

36 millions d'Espagnols sont appelés aux urnes. La campagne électorale débutera le 12 avril prochain pour s'achever le 26. C'est la quatrième fois en quatre ans que les électeurs sont convoqués pour un scrutin parlementaire en Espagne.

La scène politique espagnole a été bouleversée au cours des dernières années. Le bipartisme, qui structurait le pays depuis son retour à la démocratie en 1975, semble désormais relever de l'histoire. Madrid est désormais entré dans la stratégie des alliances pour la formation de son gouvernement. L'apparition de nouveaux partis a considérablement fragmenté la scène politique. Le 28 avril, le nouveau Parlement pourrait bien accueillir un nombre record de partis en son sein. Cette fragmentation a empêché la formation d'une majorité de gouvernement à l'issue des élections parlementaires du 20 décembre 2015, raison pour laquelle les Espagnols ont dû retourner aux urnes en juin 2016. Le scrutin du 28 avril prochain pourrait bien de nouveau accoucher d'un Parlement divisé rendant le royaume ibérique ingouvernable.

L'Espagne doit également affronter une grave crise en Catalogne où, depuis plusieurs années, se sont fait jour des velléités sécessionnistes. La région a occupé l'avant-scène politique au cours des derniers mois et a mis à mal l'unité de l'Espagne, une situation extrêmement difficile à gérer pour le pouvoir central à Madrid.

Le 1er octobre 2017, le gouvernement catalan a organisé un référendum (illégal) sur l'indépendance de la région. Dix jours plus tard, le président de la région, Carles Puigdemont (PDeCAT), a proclamé devant le parlement catalan que d'après les résultats du vote (90,18% des votants auraient répondu « oui » à la question « Voulez-vous que la Catalogne soit un Etat indépendant sous la forme d'une république ? », la participation se serait élevée à 42,38%), « la Catalogne a gagné le droit d'être un Etat indépendant ». Les députés indépendantistes ont signé une déclaration qui reconnaît « la République catalane comme Etat indépendant et souverain, fondé sur le droit, démocratique et social ». Le 27 octobre, la Catalogne a engagé un « processus constituant » pour se séparer de l'Espagne. Le Premier ministre de l'époque, Mariano Rajoy (PP), a destitué le gouvernement catalan et a convoqué de nouvelles élections régionales le 21 décembre 2017. Le 30 octobre 2017, Carles Puigdemont s'est enfui en Belgique pour échapper à la justice espagnole.

Selon la dernière enquête d'opinion réalisée entre le 24 et le 27 mars par l'institut Demoscopia pour le journal OK Diario, le Parti socialiste ouvrier (PSOE) devrait arriver en tête des élections parlementaires du 28 avril avec 27,7% des suffrages. Le Parti populaire recueillerait 21% des voix ; Ciudadanos (C's), parti centriste d'Alberto Rivera, obtiendrait 16,9% des suffrages ; Podemos, 13,4% des voix et Vox, parti populiste de droite dirigé par Santiago Abascal, 11,2%.

### **LES SOCIALISTES PEUVENT-ILS CONSERVER LE POUVOIR ?**

Pedro Sanchez est arrivé au pouvoir le 1er juin 2018 à la faveur du vote, par 180 voix contre 169, d'une motion de censure du gouvernement de Mariano Rajoy, mis en cause dans un vaste scandale de corruption baptisée l'affaire Gürtel (courroie en allemand, jeu de mots sur le nom de Francisco Correa, principal accusé de cette affaire). Des élus du Parti populaire auraient reçu des pots-de-vin entre 1999 et 2005 en échange de leur signature

d'importants contrats publics dans plusieurs régions d'Espagne.

Le 24 mai 2018, 29 des 37 accusés, anciens responsables du Parti populaire (dont Luis Barcena, longtemps trésorier du parti, condamné à 33 ans de prison et au remboursement de 44 millions €) et entrepreneurs, ont été condamnés à un total de 351 années de prison. Le chef du réseau Francisco Correa devra passer 51 années sous les verrous. Le tribunal a également mis en cause la crédibilité des propos de Mariano Rajoy. « Avec cette sentence, le Parti populaire est disqualifié dans son ensemble pour son caractère délictueux. Il a été prouvé que la corruption faisait partie de son ADN » a déclaré Lucia Mendez, analyste politique.

La motion de censure déposée par Pedro Sanchez est la première approuvée depuis l'entrée en vigueur de la Constitution espagnole en 1978. Le Premier ministre, Mariano Rajoy, a été renversé par un adversaire minoritaire : le PSOE possède en effet 85 députés sur 350 que compte le Congrès des députés. IL a reçu le soutien d'Unidos Podemos et du Parti nationaliste basque pour renverser le gouvernement de Mariano Rajoy.

Durant son court mandat, le gouvernement de Pedro Sanchez a pris trois mesures phares : la revalorisation des retraites, la hausse du salaire minimum de 22% (celui-ci est ainsi passé de 740 à 900 €) et l'augmentation des salaires des fonctionnaires. Le gouvernement de Pedro Sanchez, le plus féminin de toute l'histoire espagnole (11 femmes et 6 hommes), a également voté de nombreuses mesures contre les violences faites aux femmes.

Le projet de budget, rejeté le 15 février dernier, était le plus généreux proposé depuis de nombreuses années : il prévoyait une hausse des dépenses de plus de 5 milliards € et il comprenait des mesures telles que l'augmentation de 60% des aides aux personnes dépendantes, un financement plus important de la santé et de l'éducation, la gratuité

des médicaments pour les retraités en difficulté et l'allongement du congé paternité.

Les socialistes, qui ont choisi pour slogan « La Espana que quieres » (L'Espagne que tu aimes) pour le scrutin du 28 avril, veulent faire porter le débat de la campagne sur les questions sociales. « La décision que doit prendre l'Espagne le 28 avril prochain n'a jamais été aussi claire : soit elle se tourne vers l'avenir, soit elle régresse, il s'agit d'avancer ou de reculer. Le choix est entre une Espagne qui élargit les droits et les libertés et une Espagne qui taille dans les acquis sociaux et politiques, qui freine, qui fait marche arrière et qui recule de 40 ans » a résumé Pedro Sanchez. Parmi les 110 mesures du programme socialiste figurent la fin de l'inégalité salariale hommes/femmes, la lutte contre l'homophobie, la réglementation de l'euthanasie et la création d'un revenu minimum pour les foyers sans revenus afin de lutter contre la pauvreté infantile.

« Le Pedro Sanchez d'aujourd'hui n'a plus rien à voir avec celui qui est arrivé au pouvoir en juin 2018 grâce au coup de poker d'une motion de censure surprise contre le conservateur Mariano Rajoy. Son expérience au pouvoir, aussi brève soit-elle, lui permet de se présenter comme le moteur de changements d'envergure décidé à récompenser les classes moyennes après les efforts des années de crise avec un éventail de politiques redistributives tout en optant pour le dialogue en Catalogne » a indiqué Pablo Simon, politologue. Le pari du Premier ministre sortant d'organiser des élections parlementaires anticipées est judicieux dans le sens où il lui permet de minimiser le vote sanction contre son gouvernement qui ne pourrait faire que s'accroître avec le temps.

Les socialistes utilisent également l'exhumation du dictateur Francisco Franco (1892-1975)[1] pour éviter que la campagne électorale porte uniquement sur la question catalane. Cette bataille permet également au PSOE de se positionner à gauche, poussant ainsi Ciudadanos vers la droite. Le parti d'Alberto Rivera s'est en effet abstenu lors

[1] La loi de mémoire historique a été modifiée le 24 août 2018 réservant aux victimes de la guerre civile (1936-1939) le droit d'être enterrées dans la valle de los caídos et justifier l'exhumation du dictateur Francisco Franco qui y est enseveli.

du vote sur l'exhumation de Franco, considérant que cette action n'était pas urgente et déclarant préférer regarder vers l'avenir que vers le passé. Le PSOE espère attirer à lui les électeurs centristes de Ciudadanos déçus de son rapprochement avec la droite en Andalousie.

Le PSOE se présente comme le choix de la raison en face d'une droite, selon lui de plus en plus extrémiste. « Il y a de nombreuses raisons de croire que le Parti socialiste ouvrier va gagner. La question est de savoir s'il pourra former une majorité ou plutôt si une majorité pourra être formée contre lui. L'issue de la dispute pour le vote modéré définira le centre de gravité de la nouvelle majorité. Environ 300 000 électeurs font la différence entre une victoire à la Pyrrhus des socialistes et la formation d'un gouvernement socialiste » a indiqué Juan Rodriguez Teruel, professeur de science politique à l'université de Valence.

Podemos est en difficulté, son dirigeant Pablo Iglesias est contesté et l'ancien numéro 2 du parti Inigo Errejon a choisi de faire cavalier seul (il se présente aux élections régionales organisées le même jour que le scrutin européen le 26 mai prochain à Madrid). D'autres responsables du parti, en désaccord avec Pablo Iglesias, ont également pris du recul ou ils ont été écartés de la direction du parti.

« L'électorat de Podemos semble démotivé et démobilisé » a déclaré Pablo Fernandez Vazquez, professeur à l'université de Pittsburgh (Pennsylvanie). « Les électeurs ayant voté pour eux avec enthousiasme en 2015 et 2016 ne les voient plus comme une nouveauté mais comme un parti établi. Il y a une certaine désillusion, notamment parce que le Parti socialiste ouvrier, arrivé au pouvoir en juin 2018, en particulier grâce aux voix de Podemos qui a soutenu la motion de censure qu'il a déposé contre Mariano Rajoy, a grignoté une partie de son espace à gauche que cela soit en s'attribuant les bénéfices de mesures concoctées avec Pablo Iglesias comme le bond de 22% du salaire minimum ou en récupérant le mouvement féministe, très puissant en Espagne »

a souligné Ernesto Pascual, professeur de droit et de science politique à l'université ouverte de Catalogne à Barcelone.

#### UNE DROITE EN EMBUSCADE

Le Parti populaire s'est doté le 21 juillet 2018 d'un nouveau dirigeant, Pablo Casado. Agé de 38 ans, il souhaite positionner le parti plus à droite que ne le faisait son prédécesseur, Mariano Rajoy. Il a accusé Pedro Sanchez d'avoir tenté de dialoguer avec le gouvernement indépendantiste de Catalogne, évoquant les « cessions intolérables » qu'aurait faites le Premier ministre socialiste aux séparatistes. « Nous allons décider si l'Espagne doit continuer à être l'otage de partis qui veulent la détruire ou si le Parti populaire peut parvenir à conclure des accords avec d'autres forces politiques pour stopper le défi séparatiste » a déclaré Pablo Casado. Le PP se présente comme le seul capable de garantir l'unité du pays tout comme le seul à même d'empêcher la victoire d'une coalition qui unirait le PSOE et Podemos.

Comme le Parti populaire, Ciudadanos veut faire de la défense de l'unité de l'Espagne l'élément central de sa campagne électorale. Les deux partis plaident pour une nouvelle mise sous tutelle de la Catalogne (la première avait été votée par le Sénat le 27 octobre 2017). Cette mesure est autorisée par l'article 155 de la Constitution espagnole qui permet la suspension de l'autonomie de la région.

Ciudadanos, positionné au centre sur l'échiquier politique, a néanmoins voté le 18 février dernier, une mesure indiquant qu'il ne s'associerait pas avec le PSOE à l'issue du scrutin du 28 avril. « Ciudadanos jamais ne gouvernera avec Pedro Sanchez » a déclaré Alberto Rivera, qui, en revanche, n'a pas fermé la porte à une alliance avec un autre dirigeant socialiste.

Plus à droite, Vox (Voix en latin), fondé en 2013 à partir d'une scission du Parti populaire et dirigé par Santiago Abascal, s'affiche comme le principal parti défenseur de l'unité de l'Espagne. Son dirigeant se

présente comme le sauveur de l'Espagne, l'homme de la reconquista. « Vous êtes ici pour défendre votre patrie, pour défendre votre liberté, parce que Vox n'est qu'un instrument au service de l'Espagne. L'Espagne ne s'arrêtera pas tant qu'elle n'aura reconquis sa grandeur, sa dignité et son destin » répète Santiago Abascal.

Le parti populiste avait choisi le révisionniste Fernando Paz[2] pour mener la liste dans la province d'Albacete, mais ce dernier a finalement retiré sa candidature. Agustin Rosety Fernandez de Castro, ancien général de brigade dans la marine, et Alberto Asarta, ancien commandant de la Force des Nations unies au Liban (Finul), tous deux signataires en juillet dernier d'un manifeste qui défendait « la figure militaire du Général Francisco Franco, aujourd'hui vilipendée à un point inconcevable », seront têtes de liste de Vox aux élections parlementaires.

« Il ne s'agit pas pour Vox de construire un programme mais d'agglutiner un vote protestataire lassé du Parti populaire » a souligné Antonio Maestre, politologue. « Ils essaient d'attirer l'attention et ils y arrivent notamment avec le type de profils de candidats qu'ils choisissent. C'est une stratégie suivie par les partis d'extrême droite. Plus la proposition est scandaleuse, plus elle suscite de réactions dans les médias et au sein de la gauche. Cela leur permet de marquer le terrain de jeu plus facilement » a affirmé Pablo Simon.

Le 2 décembre dernier, Vox, emmené par Francisco Serrano Castro, est devenu le premier parti d'extrême droite à obtenir des sièges dans un parlement régional depuis la fin de la dictature (1975). En effet, Vox a recueilli 10,96% des suffrages et a remporté 12 des 109 sièges du parlement d'Andalousie lors des élections régionales qui ont permis au gouvernement de Séville de connaître sa première alternance politique depuis l'accession de la région à l'autonomie en 1982. A l'issue du scrutin, le Parti populaire a formé une coalition avec Ciudadanos et a conclu un accord d'investiture avec Vox. Celui-ci prévoit, entre autres, l'expulsion de 50 000 immigrés clandestins

qui, selon le parti populiste, vivraient dans la région et l'abandon de la loi sur les violences conjugales. Le 16 janvier 2019, Juan Manuel Moreno (PP) a été désigné comme président du gouvernement régional andalou. Reconduite au niveau national, cette alliance régionale pourrait éventuellement permettre à la droite de revenir au pouvoir à l'issue du scrutin du 28 avril.

## LE SYSTÈME POLITIQUE ESPAGNOL

Le Parlement espagnol (Cortes generales) est bicaméral. Il comprend le Sénat, chambre haute, et le Congrès des députés, chambre basse. Ce dernier compte 348 députés, élus au moins tous les quatre ans au scrutin proportionnel plurinominal (selon le système d'Hondt avec des listes bloquées et fermées) au sein de 48 des 50 circonscriptions provinciales espagnoles – Ceuta et Melilla votant au scrutin majoritaire simple – dont chacune désigne au moins 2 députés (un seul pour Ceuta et Melilla). Le reste des sièges est réparti entre les provinces en fonction de leur population. Les plus importantes circonscriptions sont Madrid (37 sièges), Barcelone (32), Valence (15), Séville et Alicante (12), Malaga (11) et Murcie (10). Une liste doit obtenir au minimum 3% des suffrages pour être représentée au Congrès des députés.

Le Sénat compte 208 membres élus sur des listes ouvertes (sénateurs provinciaux) et 56 représentants désignés par les 17 communautés autonomes du pays (sénateurs communautaires). Chacune des 50 provinces élit, quel que soit son nombre d'habitants, 4 sénateurs provinciaux au scrutin majoritaire, à l'exception de Ceuta et Melilla qui en désignent 2 et des îles Baléares et Canaries dont chacune des grandes îles (Grande Canarie, Majorque et Tenerife) en élit 3 et chacune des plus petites (Ibiza-Formentera, Minorque, Fuerteventura, Gomero, Hierro, Lanzarote et Palma), 1. En outre, chaque communauté autonome désigne (au scrutin proportionnel) un sénateur communautaire plus un sénateur supplémentaire pour chaque million d'habitants. Ce système favorise les régions les moins peuplées du royaume. Les élections

[2] L'homme affirme que durant la Seconde Guerre mondiale, les Juifs ne sont pas morts dans les chambres à gaz et n'ont pas été exterminés par les nazis mais qu'ils ont été assassinés par les populations locales d'Europe de l'Est ou bien ont été victimes du typhus et de maladie du fait de leurs mauvaises conditions de détention.

**Élections parlementaires en Espagne**

28 avril 2019

06

sénatoriales se déroulent le même jour que celles du Congrès des députés.

9 partis politiques sont représentés dans l'actuel Congrès des députés :

- Le Parti populaire (PP), créé en 1977 et conduit par Pablo Casado depuis le 21 juillet 2018, possède 137 sièges ;
- Le Parti socialiste ouvrier (PSOE), fondé en 1879 et dirigé par le Premier ministre sortant Pedro Sanchez, compte 85 députés ;
- Unidos Podemos, alliance de douze partis dont Podemos de Pablo Iglesias, la Gauche unie (IU) et Equo, mise en place pour les élections du 26 juin 2016, possède 71 sièges ;
- Ciudadanos (C's), parti centriste créé en 2006 et conduit par Alberto Rivera, compte 32 députés ;
- la Gauche républicaine de Catalogne-Catalogne oui (ERC-CatSí), alliance de deux partis indépendantistes catalans, le premier dirigé par Oriol Junqueras et le deuxième par Alfred Bosch, possède 9 sièges ;

- Convergence et union de Catalogne (CiU), parti indépendantiste né en 1978 et emmené par Artur Mas, devenu le 8 juillet 2016, le Parti démocrate européen catalan (PDeCAT), emmené par David Bonvehí, possède 8 sièges ;

- Le Parti nationaliste basque (EAJ/PNV), fondé en 1984 et dirigé par Andoni Ortuzar, possède 5 sièges ;

- Euskal Herria Bildu (Réunir le Pays basque), alliance de quatre partis basques dont la porte-parole est Maddalen Iriarte, compte 2 députés ;

- La Coalition canarienne-Parti nationaliste canarien (CC-PNC), alliance d'un parti régionaliste de droite emmené par Claudina Morales et d'un parti régionaliste conduit par Juan Manuel Gracia Ramos, possède 1 siège.

Le Parti populaire est également majoritaire au Sénat : il a remporté 151 sièges lors des élections du 26 juin 2016. Le PSOE a obtenu 63 sénateurs ; Unidos Podemos, 23 élus et la Gauche républicaine de Catalogne-Catalogne oui (ERC-CatSí), 12.

**Rappel des résultats des élections parlementaires du 26 juin 2016 en Espagne**

Participation : 66.448%

| Partis politiques   | Nombre de voix obtenues | Pourcentage des suffrages recueillis | Nombre de sièges |
|---|-------------------------|--------------------------------------|------------------|
| <b>Parti populaire (PP)</b>                                       | 7 941 236               | 33,01                                | 137              |
| <b>Parti socialiste ouvrier (PSOE)</b>                            | 5 443 846               | 22,63                                | 85               |
| <b>Unidos Podemos</b>   | 5 087 538               | 21,15                                | 71               |
| <b>Ciudadanos (C's)</b>   | 3 141 570               | 13,06                                | 32               |
| <b>Gauche républicaine de Catalogne-Catalogne oui (ERC-CatSí)</b> | 639 652                 | 2,66                                 | 9                |
| <b>Convergence et union de Catalogne (CiU)</b>                    | 483 488                 | 2,01                                 | 8                |
| <b>Parti nationaliste basque (EAJ/PNV)</b>                        | 287 014                 | 1,19                                 | 5                |
| <b>Euskal Herria Bildu</b>  | 184 713                 | 0,77                                 | 2                |
| <b>Coalition canarienne-Parti nationaliste canarien (CC-PNC)</b>  | 78 253                  | 0,33                                 | 1                |
| <b>Autres</b>   | 766 445                 | 3,19                                 | 0                |

**Sénat**

| Partis politiques  | Nombre de sièges |
|--|------------------|
| Parti populaire (PP)                                       | 151              |
| Parti socialiste ouvrier (PSOE)                            | 63               |
| Unidos Podemos   | 23               |
| Gauche républicaine de Catalogne-Catalogne oui (ERC-CatSí) | 12               |
| Parti nationaliste basque (EAJ/PNV)                        | 6                |
| Convergence et union de Catalogne (CiU)                    | 4                |
| Ciudadanos (C's)   | 3                |
| Coalition canarienne-Parti nationaliste canarien (CC-PNC)  | 2                |
| Euskal Herria Bildu  | 1                |
| Groupement socialiste gomérien (ASG)                       | 1                |

Source : [http://www.juntaelectoralcentral.es/cs/jec/documentos/GENERALES\\_2016\\_Resultados.pdf](http://www.juntaelectoralcentral.es/cs/jec/documentos/GENERALES_2016_Resultados.pdf)

You can read all of our publications on our site :

**[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)**

Publishing Director : Pascale JOANNIN

THE FONDATION ROBERT SCHUMAN, created in 1991 and acknowledged by State decree in 1992, is the main French research centre on Europe. It develops research on the European Union and its policies and promotes the content of these in France , Europe and abroad. It encourages, enriches and stimulates European debate thanks to its research, publications and the organisation of conferences. The Foundation is presided over by Mr. Jean-Dominique Giuliani